

Mai 2026



Observatoire économique

Analyse filière - Construction

Chiffres globaux

Un secteur en tension au niveau national et local

Le secteur de la construction traverse une période de tension à l'échelle nationale. Les incertitudes économiques et politiques, combinées à l'évolution du comportement des ménages face à la baisse du pouvoir d'achat, pèsent sur l'activité et contribuent au ralentissement du marché.

Sur les dix dernières années, le nombre d'établissements a diminué. En revanche le nombre d'emplois reste stable et les recrutements sont jugés difficiles par les recruteurs.

Le secteur est aussi impacté et le sera de plus en plus par la loi Climat et Résilience. L'objectif de zéro artificialisation nette (ZAN) aura un impact certain sur le secteur à l'avenir. La rénovation et la verticalisation seront plus importantes que la création de nouveaux bâtiments.

307 établissements

dans le secteur de la construction en 2024 sur Laval Agglomération

3 516 emplois

dans le secteur de la construction en 2024 sur Laval Agglomération

soit

8%

du total des emplois privés

38%

des entreprises ont moins de 10 salariés sur le territoire

85% de difficultés

sur les projets de recrutements dans le secteur sur la zone d'emploi de Laval

**le périmètre retenu couvre l'ensemble des codes NAF de la construction (division 41 à 43 de la NAF rév.2), incluant l'artisanat. Voir annexe pour le détail complet.*

Retrouvez l'observatoire économique mis en place par Laval Économie ainsi que l'observatoire en ligne pour retrouver les données à l'échelle communale



L'écosystème de la construction

Un secteur de la construction en difficulté

Le secteur de la construction présente des difficultés. Au niveau régional, le nombre d'établissements diminue depuis 1 an. Sur une échelle de 10 ans, les difficultés sont aussi présentes en particulier pour la Mayenne et la Sarthe avec des baisses significatives du nombre d'établissements.

Laval Agglomération ne fait pas exception, avec une baisse de 3,15 % entre 2024 et 2023 du nombre d'établissements.

Les tensions sur le marché sont marquées par l'incertitude au niveau national liée à l'instabilité politique ainsi qu'au pouvoir d'achat des ménages qui s'est rétracté. En local, les tensions sont également alimentées par les incertitudes entourant la commande publique.

Évolution du nombre d'établissements

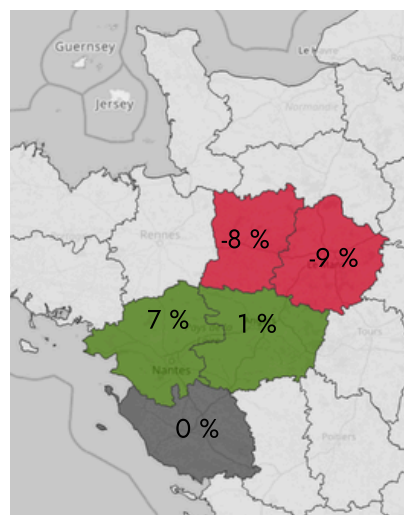
Nombre d'établissements	2024	Taux d'évolutions sur un an
Laval Agglo	307	-3,15 %
Mayenne	980	-1,61 %
Vendée	2 848	-0,11 %
Sarthe	1 461	-0,95 %
Maine-et-Loire	2 634	-0,53 %
Loire-Atlantique	4 506	-3,03 %
Pays de la Loire	12 429	-1,49 %

Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

L'évolution est surtout marquée par une baisse de l'artisanat avec un recul de 32 % des entreprises de moins de 10 salariés entre 2014 et 2024.

Avec 13,34 % des établissements du département, la construction occupe une place plus importante en Mayenne qu'en Maine-et-Loire (12,73 %), en Sarthe (11,94 %) ou en Loire-Atlantique (11,35 %). Seule la Vendée affiche une part supérieure (14,93 %).

Évolution du nombre d'établissements entre 2010 et 2024



Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

Une diversité d'acteurs dans le secteur

38 %

des établissements ont moins de 10 salariés

Source : URSSAF

Le secteur de la construction présente une forte diversité de profils. Si 38 % des établissements relèvent de l'artisanat avec moins de 10 salariés, il compte également de grands groupes employant plusieurs centaines de personnes, à l'image d'Eiffage ou d'Eurovia.

L'écosystème de la construction

Entreprises	Commune	Nombre d'emplois
Eiffage énergie système	Changé	140
Eurovia Atlantique	Bonchamp-lès-Laval	135
Office public de l'Habitat du département de la Mayenne	Laval	135
Opérateur de ligne Eiffage	Saint-Berthevin	105
Isore Bâtiment	Saint-Berthevin	104
Poupin	Loiron-Ruillé	79
FTPB (Foucher Travaux Publics et Bâtiments)	Saint-Pierre-la-Cour	77
Lucas Laval	Laval	64
CSM (Chauffage sanitaire mayennais)	Laval	55
Lucas construction	Louverné	55

Source : Solutions et Territoires - données URSSAF

Laval Agglomération concentre 31 % des établissements mayennais du secteur

307

établissements sur Laval Agglomération dans le domaine de la construction

Source : URSSAF

En 2024, Laval Agglomération concentrait 31 % des établissements de la construction du territoire mayennais.

Les établissements sont principalement concentrés dans le cœur d'agglomération, qui regroupe à lui seul 66 % des structures du secteur.

La construction pourvoyeuse d'emplois

Le nombre d'emplois dans le secteur de la construction est important avec environ 9 % des emplois au niveau régional. Sur Laval Agglomération, c'est aussi 8 % des emplois qui sont dans ce secteur d'activité.

Malgré plusieurs phases de ralentissement liées aux crises économiques successives, le niveau d'emploi demeure globalement stable entre 2010 et 2024.

3 516

emplois dans le secteur de la construction fin 2024 sur Laval Agglomération

Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

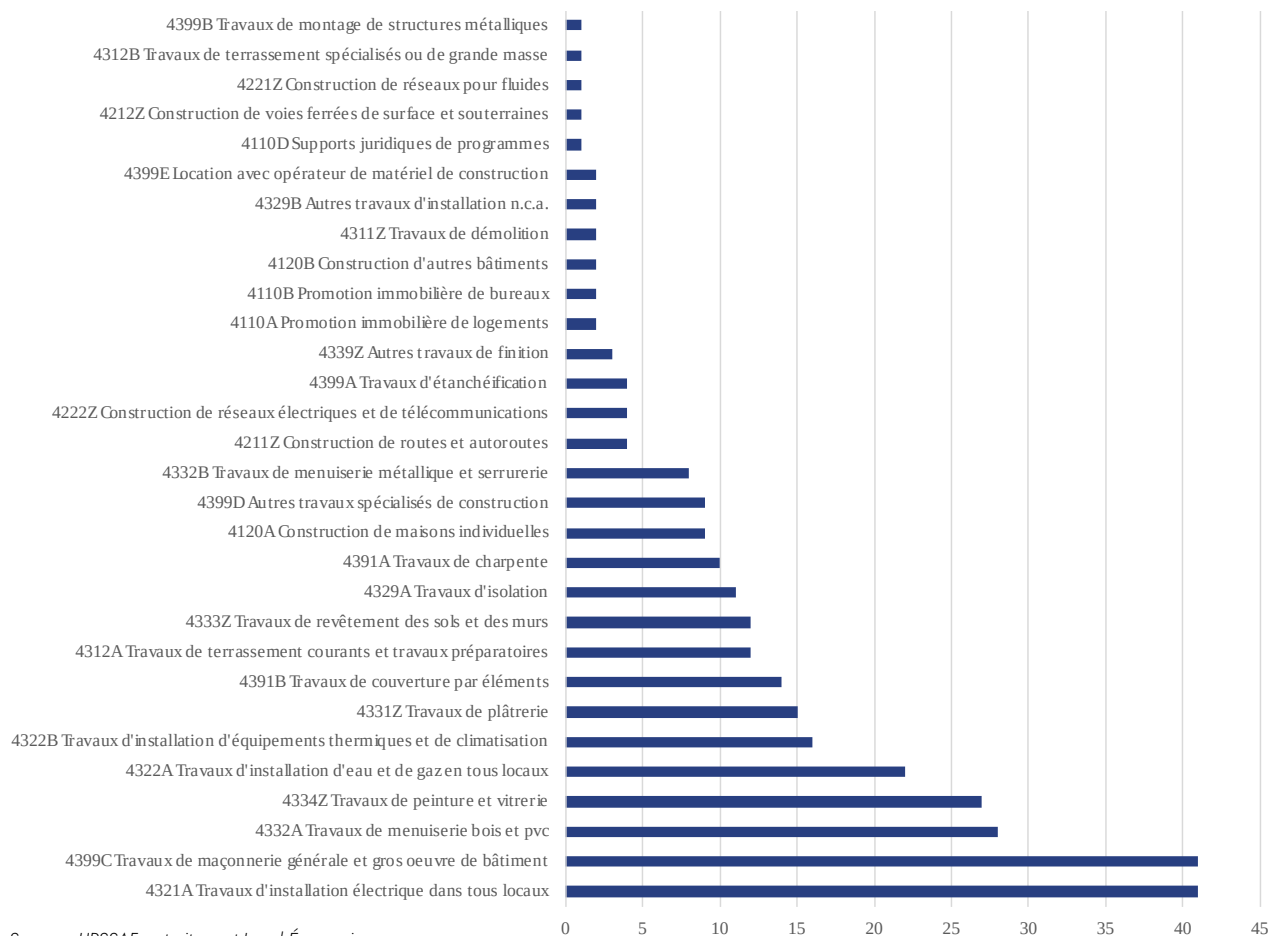
Évolution du nombre d'emplois

Nombre d'emplois	2024	2014	2010
Laval Agglo	3 516	3 237	3 537
Mayenne	7 672	7 482	8 276
Sarthe	11 318	11 793	13 534
Maine-et-Loire	20 304	19 938	21 487
Loire-Atlantique	40 371	35 827	37 079
Vendée	21 967	20 471	21 973
Pays de la Loire	101 632	95 511	102 349

Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

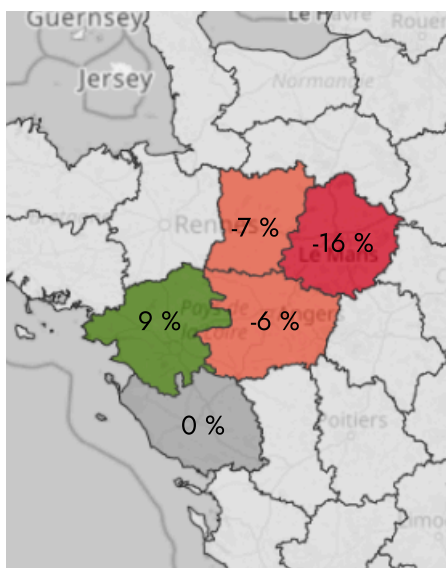
L'écosystème de la construction

Répartition des établissements par activités



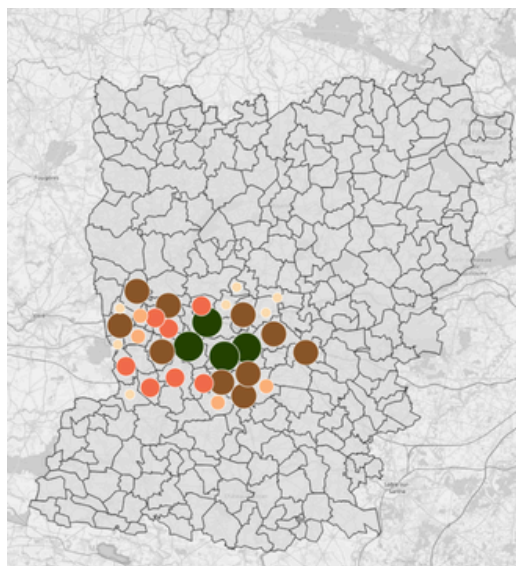
Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

Évolution du nombre de salariés entre 2010 et 2024



Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

Répartition des emplois de la construction par commune



Source : URSSAF, retraitement Laval Économie

L'écosystème de la construction

L'enquête Besoins en main-d'œuvre de France Travail pour 2025 révèle 386 projets de recrutement dans le secteur de la construction. 85 % des projets de recrutement sont jugés difficiles, ce qui témoigne de fortes tensions sur le marché du travail. Ces difficultés constituent un enjeu majeur pour une filière déjà confrontée à un contexte économique incertain.

Besoin en main d'œuvre dans la construction sur la zone d'emploi de Laval en 2025

Nom métier	Nombre de projet de recrutement	Nombre de projets de recrutement jugés difficiles
Ouvriers qualifiés de l'extraction et des travaux publics	39	39
Ouvriers de la construction en béton	25	20
Maçons qualifiés	27	27
Charpentiers (métal et bois)	27	27
Couvreurs	41	41
Ouvriers en pose et décoration de revêtements	14	11
Ouvriers en travaux de façade, d'étanchéité et d'isolation	32	32
Ouvriers en électricité du bâtiment	34	26
Plombiers chauffagistes	26	17
Ouvriers en montage réseaux électriques et télécoms	6	6
Ouvriers en peinture en bâtiment	16	11
Ouvriers peu qualifiés en menuiserie et en agencement du BTP	10	7
Ouvriers qualifiés en menuiserie et en agencement du BTP	68	57
Conducteurs d'engins du bâtiment et des travaux publics	8	0
Techniciens et agents de maîtrise de chantiers du BTP	13	13

Source : France Travail, retraitement Laval Économie



Échange avec Bruno Lucas

Créé en 1956 par André Lucas et son épouse Madeleine, le Groupe Lucas est né d'une entreprise artisanale spécialisée dans les revêtements de sols. Aujourd'hui, il figure parmi les principales PME indépendantes du secteur du bâtiment dans le Grand Ouest.

Avec 19 sociétés et près de 1 000 collaborateurs répartis entre les Pays de la Loire et la Bretagne, le groupe dispose d'un fort ancrage territorial.

Nous avons rencontré Bruno Lucas afin de recueillir son analyse de la conjoncture actuelle du secteur de la construction, d'évoquer les perspectives à venir ainsi que les atouts et les défis de Laval Agglomération.

Laval Économie : Quel est votre regard sur la situation actuelle du secteur ?

Bruno Lucas: Le secteur de la construction sur Laval Agglomération a bénéficié d'une dynamique favorable ces dernières années, notamment grâce à plusieurs opérations structurantes comme l'aménagement du quartier de la gare et celui du quartier Ferrié. Ces projets ont soutenu la construction de logements et de bureaux et contribué à maintenir un niveau d'activité élevé.

La Ville de Laval poursuit par ailleurs une politique volontariste en matière de logement afin d'attirer de nouveaux habitants. Des réserves foncières restent encore disponibles, ce qui laisse entrevoir des perspectives intéressantes pour les années à venir.

Globalement, le secteur du bâtiment se porte relativement bien en Mayenne et sur Laval Agglomération. La principale difficulté demeure toutefois le recrutement, qui reste un enjeu majeur pour les entreprises.

Laval Économie : Quelles sont les perspectives d'évolution du secteur ?

Bruno Lucas : Concernant le logement, la demande reste soutenue en raison notamment d'un vieillissement d'une partie

du parc existant et d'une volonté de retour « en ville ».

Pour ce qui concerne les investisseurs, la disparition du dispositif Pinel, remplacé par un dispositif moins attractif et la hausse des taux d'intérêts ne favorisent pas la promotion privée. Tout cela est de nature à bloquer ce qu'on appelle le parcours résidentiel, c'est-à-dire souvent l'évolution vers l'accession à la propriété ou l'investissement locatif.

Laval conserve néanmoins une réelle attractivité démographique, ce qui devrait continuer à soutenir la demande en logements et donc l'activité du secteur.

Concernant la réhabilitation, plusieurs opérations d'envergure portées par les bailleurssociaux devraient soutenir l'activité du secteur durant les deux à trois prochaines années. En revanche, sur le marché des particuliers, les incertitudes entourant MaPrimeRénov' ainsi que les hésitations liées aux choix énergétiques entre gaz et pompes à chaleur, conduisent de nombreux ménages à reporter leurs investissements.

Échange avec un acteur du territoire

Laval Économie : Et à l'échelle nationale ?

Bruno Lucas : À l'échelle nationale, nous observons une reprise progressive de l'investissement, aussi bien public que privé, après plusieurs années de ralentissement marqué.

Le nombre de logements construits était tombé à un niveau historiquement faible, autour de 300 000 unités par an, alors que les besoins sont estimés à environ 500 000 logements. Cette situation génère aujourd'hui un retard important générant des tensions et des blocages.

Le secteur du bâtiment répond à des besoins fondamentaux des territoires en logements, en équipements publics et en infrastructures. Il faudra bien répondre à ces attentes.

Sur L'agglomération lavalloise, plusieurs facteurs demeurent favorables : la disponibilité foncière, la volonté des élus de poursuivre le développement résidentiel et les ajustements apportés à la mise en œuvre du Zéro Artificialisation Nette (ZAN), permettant à certaines communes de continuer à développer leur offre de logements et de bâtiments d'activité.

Les décisions nationales ont néanmoins un impact important sur l'activité. Les évolutions réglementaires, les contraintes budgétaires pesant sur les collectivités ou les bailleurs sociaux, ainsi que la modification ou la suppression de dispositifs d'aide à l'investissement, influencent directement le rythme des projets.

Localement, les choix effectués par les collectivités permettent toutefois d'atténuer une partie de ces effets.

Laval Économie : Quels sont selon vous les principaux atouts et points de vigilance du territoire ?

Bruno Lucas : Laval Agglomération bénéficie d'un avantage important : sa capacité à renouveler son foncier tout en favorisant la densification urbaine. La logique consistant à « construire la ville sur la ville » permet aujourd'hui de répondre aux besoins sans rencontrer de blocage majeur sur la disponibilité foncière.

Par ailleurs, le territoire dispose d'élus et de décideurs engagés dans une démarche de développement démographique, ce qui facilite la mise en œuvre de projets de logements et de bâtiments tertiaires et industriels, contribuant ainsi à maintenir une dynamique favorable pour le secteur de la construction et donc le dynamisme économique.

Conclusion : Perspectives de la filière

Malgré un contexte économique et réglementaire marqué par plusieurs incertitudes, la filière construction conserve des perspectives favorables sur Laval Agglomération. Les besoins en logements, les projets de réhabilitation et la dynamique démographique du territoire constituent des moteurs d'activité importants. Néanmoins, plusieurs facteurs de vigilance demeurent et pourraient peser sur le développement du secteur à moyen terme.

Opportunités :

- rénovation énergétique ;
- réhabilitation du parc ancien ;
- renouvellement urbain ;
- infrastructures publiques.

Risques :

- ralentissement du logement neuf ;
- raréfaction du foncier ;
- baisse de l'investissement privé ;
- difficultés de recrutement.

Facteurs de résilience :

- attractivité démographique de Laval ;
- présence d'acteurs structurants ;
- savoir-faire local ;
- maintien de la commande publique.

Annexe

4399C Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre de bâtiment	4329B Autres travaux d'installation n.c.a.
4391B Travaux de couverture par éléments	4120A Construction de maisons individuelles
4399D Autres travaux spécialisés de construction	4212Z Construction de voies ferrées de surface et souterraines
4331Z Travaux de plâtrerie	4399A Travaux d'étanchéification
4312A Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	4329A Travaux d'isolation
4334Z Travaux de peinture et vitrerie	4221Z Construction de réseaux pour fluides
4322A Travaux d'installation d'eau et de gaz en tous locaux	4120B Construction d'autres bâtiments
4322B Travaux d'installation d'équipements thermiques et de climatisation	4332C Agencement de lieux de vente
4312B Travaux de terrassement spécialisés ou de grande masse	4311Z Travaux de démolition
4333Z Travaux de revêtement des sols et des murs	4110C Promotion immobilière d'autres bâtiments
4339Z Autres travaux de finition	4222Z Construction de réseaux électriques et de télécommunications
4332A Travaux de menuiserie bois et PVC	4299Z Construction d'autres ouvrages de génie civil n.c.a.
4110A Promotion immobilière de logements	4313Z Forages et sondages
4110D Supports juridiques de programmes	4213A Construction d'ouvrages d'art
4211Z Construction de routes et autoroutes	4291Z Construction d'ouvrages maritimes et fluviaux
4321A Travaux d'installation électrique dans tous locaux	4321B Travaux d'installation électrique sur la voie publique
4332B Travaux de menuiserie métallique et serrurerie	4110B Promotion immobilière de bureaux
4399B Travaux de montage de structures métalliques	



Réalisation

Laval Économie

Clément Julliot



Laval Économie est l'agence
de développement
économique financée par
Laval Agglomération.

Contact

Laval Économie

18 Place de la Gare

53 000 Laval

contact@laval-economie.fr



Retrouvez les actualités de Laval
Économie sur le site et en vous
abonnant à la Newsletter mensuelle